

COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE
Séance du 15 mai 2018

DELIBERATION
N°2018 – 28 - 01

**Relative au régime des études et contrôle de connaissances de la Licence Droit,
Economie, Gestion mention Administration Economique et Sociale**

1^{ère} année

ANTENNE VANUATU

Année universitaire 2018/2019 (année civile 2019)

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes
 - son article L 712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 1^{er} août 2011 relatif à la licence,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de la faculté d'Administration et Communication en date du 13 avril 2018,

**La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré,
décide :**

**Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances de la Licence
domaine, Droit, Economie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale,
1^{ère} année, antenne du Vanuatu sont fixées comme suit,**

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

La licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale, est une formation universitaire généraliste permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit, en histoire de la société, en économie et en gestion.

ARTICLE 2. Accès de plein droit

L'inscription annuelle à la 1ère année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale, est ouverte de plein droit en formation initiale aux étudiants titulaires du baccalauréat français ou d'un titre ou diplôme admis en dispense du baccalauréat.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

Les étudiants qui n'ont pas un accès de plein droit à cette formation peuvent être autorisés par la Présidente de l'Université sur avis d'une commission, à s'inscrire après validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels.

Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

Le nombre de réinscriptions n'est pas limité.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 1ère année de la licence Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

Les enseignements de 1ère année du diplôme de Licence Droit, Economie, Gestion mention Administration Economique et Sociale, sont répartis en 2 semestres. Chacun des 2 semestres comporte des unités d'enseignement (UE) et donne lieu à l'obtention de 30 ECTS (système de crédits européens) cf. tableau joint.

L'enseignement est dispensé en présentiel ou à distance.

ARTICLE 7. Modalités de constitution des groupes de cours magistraux (CM)

La répartition dans les groupes de cours magistraux s'effectue par ordre alphabétique au 1^{er} et 2nd semestre.

Le changement de groupe de cours (CM) n'est autorisé que sur justification contrôlée par les services de scolarité d'un emploi salarié à plein temps, du statut de sportif de haut niveau ou sur indication du médecin de prévention de l'Université. Cette demande doit être déposée avant le début des séances de TD.

ARTICLE 8. Obligation d'assiduité en travaux dirigés (TD)

Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral.

L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant chargé de TD :

- Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro.
- Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

L'enseignement obligatoire de langue française se déroule sous la forme de séances d'une heure et demie : les absences répétées aux TD sont sanctionnées dans l'évaluation finale.

Les changements de groupe de TD s'effectuent directement auprès de l'enseignant et sur présentation de justificatifs (contrat de travail indiquant des horaires, certificat médical, ...).

ARTICLE 9. Stage

S'il le souhaite, l'étudiant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

Les modalités de restitution par l'étudiant et d'évaluation du stage seront précisées dans la fiche de procédure à retirer au service des stages de l'université.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 10. Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 11. Modalités d'organisation de la première session

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour les travaux dirigés,
- ▶ par un examen terminal à la fin de chaque semestre pour les cours magistraux

Contrôle continu :

- ✓ Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés
- ✓ La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.
- ✓ Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Examen terminal :

- ✓ Le contrôle terminal fait l'objet d'une session écrite à la fin de chaque semestre.
- ✓ Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.

- ✓ Les justificatifs d'absence à une épreuve doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 12. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

Peuvent se présenter à la session de rattrapage tous les étudiants qui ont été ajournés au semestre en session1 quel que soit le motif de ce résultat (absence ou note inférieure à la moyenne).

Les étudiants qui ont bénéficié d'un résultat « Admis par compensation » à un semestre, ne peuvent bénéficier de l'accès à la session de rattrapage du semestre concerné.

L'étudiant compose sur toutes les matières qui n'ont pas été validées ni compensées et uniquement sur ces matières-là.

Les notes obtenues en session 1 dans les matières évaluées sous forme de contrôle continu sont reportées en session de rattrapage sans organisation d'une nouvelle épreuve.

Toute absence justifiée ou injustifiée à la session de rattrapage est sanctionnée par la note 0. Les justificatifs d'absences doivent parvenir dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

Les étudiants ayant justifié leur absence ne peuvent bénéficier d'une nouvelle session de rattrapage.

Ils obtiennent le résultat « Absence Justifiée » (ABJ).

Les étudiants n'ayant pas justifié leur absence obtiennent le résultat « Absence Injustifiée » (ABI).

Les notes obtenues lors de la session de rattrapage se substituent aux notes de la session 1 sans qu'il soit possible pour l'étudiant de choisir la meilleure des 2 notes.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 13. Condition de validation des unités et des semestres

Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (note d'examen + note de contrôle continu).

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de points de 300/600 ; dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre emporte l'acquisition des 30 crédits européens correspondants (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Dans les unités non validées les matières sont validées et capitalisées isolément dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne.

Dans les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD.

Les semestres sont validés isolément ou par compensation

► *Isolément* :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► *Par compensation* :

La compensation est organisée entre les 2 semestres consécutifs du même niveau sans note éliminatoire.

ARTICLE 14. Conditions d'attribution d'une mention

L'obtention du *semestre* donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

La validation de l'année emporte l'obtention des 60 crédits européens de la 1^{ère} année de licence mention « Administration économique et sociale ». Cette validation, conformément à la convention cadre concernant la licence Mention « Administration Economique et Sociale » délivrée au Vanuatu, donne droit pour l'année à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018

La Présidente de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire



Corinne MASCALA

PJ : annexe

Licence mention Administration Economique et Sociale - 1ère année / Vanuatu

Modalités de contrôle des connaissances

SEMESTRE 1	Enseignements	Crédits	COURS MAGISTRAUX				TRAVAUX DIRIGES				REPARTITION POINTS		
			Heures CM	coef CM	Statut CM	Modalités d'évaluation CM	Heures TD	Statut TD	coef TD	Modalités d'évaluation TD	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
UE1	Histoire contemporaine	4	30	4	Obligatoire	Contrôle terminal - Ecrit de 1h30					80		80
UE2	Sciences économiques 1	6	30	4	Obligatoire	Contrôle terminal - Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	80	40	120
UE3	Comptabilité française et anglo-saxonne	4	30	2	Obligatoire	Contrôle terminal - Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	40	40	80
UE4	Droit constitutionnel	6	30	4	Obligatoire	Contrôle terminal - Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	80	40	120
UE5	Institution G. Système droit écrit	6	30	4	Obligatoire	Contrôle terminal - Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	80	40	120
UE6	Mathématiques	2					15	Obligatoire	2	Contrôle continu		40	40
UE7	Langue française	2					21	Obligatoire	2	Contrôle continu		40	40
TOTAL Semestre 1		30	150				96				360	240	600

Licence mention Administration Economique et Sociale 1ère année / Vanuatu

Modalités de contrôle des connaissances

SEMESTRE 2	Enseignements	Crédits	COURS MAGISTRAUX				TRAVAUX DIRIGES				REPARTITION POINTS		
			Heures CM	coef CM	Statut CM	Modalités d'évaluation CM	Heures TD	Statut TD	coef TD	Modalités d'évaluation TD	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
UE8	Histoire du Pacifique	4	30	4	Obligatoire	Contrôle terminal – Ecrit de 1h30					80		80
UE9	Sciences économiques 2	5	30	3	Obligatoire	Contrôle terminal – Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	60	40	100
UE10	Sociologie	4	30	4	Obligatoire	Contrôle terminal – Ecrit de 1h30					80		80
UE11	Institutions internationales	4	30	2	Obligatoire	Contrôle terminal – Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	40	40	80
UE12	Système juridique du common law	5	30	3	Obligatoire	Contrôle terminal – Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	60	40	100
UE13	Maths. Appliquées aux Sciences éco.	5	30	3	Obligatoire	Contrôle terminal – Ecrit de 1h30	15	Obligatoire	2	Contrôle continu	60	40	100
UE14	Techniques d'expression écrite	3					21	Obligatoire	3	Contrôle continu		60	60
TOTAL semestre 2		30	180				81				380	220	600
TOTAL ANNEE		60	330				177				740	460	1200